

MIGRANTS

Naufrage : un rescapé accable la France et l'Angleterre

L'un des deux survivants de la tragédie, Mohammed Shekha, 21 ans, interviewé par la télévision turque, a témoigné des derniers instants des migrants présents dans l'embarcation qui a fait naufrage mercredi dans la Manche. Une tragédie qui a fait au moins 27 morts.

Avec au moins 27 victimes, le naufrage de migrants qui s'est produit mercredi dans la Manche est le drame migratoire le plus meurtrier dans le secteur depuis 2018. Les cadavres ont été repêchés et transférés dans une morgue en France, dans l'attente de leur identification. Seuls deux hommes, un Irakien et un Somalien, ont été sauvés de la noyade. Le survivant irakien, présenté comme Mohammed Ibrahimzadeh, 21 ans, par la télévision kurde Rudaw, a expliqué qu'il avait effectué le périple jusqu'en Grande-Bretagne pour gagner de quoi payer les frais médicaux de sa sœur Fatima, 18 ans, malade et ayant besoin d'opérations. Il a aussi livré le témoignage de la chaîne d'événements ayant mené à la tragédie.

« Nous nous sommes mis en mouvement au bout d'une demie-heure. Tout était parfait jusqu'au petit matin. Il faisait encore nuit, et nous avons vu que de l'eau entraînait dans le canot par l'arrière. Un groupe s'est mis à écoper. C'est à ce



Le survivant irakien, Mohammed Ibrahimzadeh, 21 ans. Capture d'écran

moment-là que nous avons vu un gros navire, décrit-il. Une partie d'entre nous souhaitait nager jusqu'au navire. L'autre partie a refusé, et dit "non, nous devons atteindre la Grande-Bretagne". Puis le navire a disparu, et nous avons vu que le côté droit de l'embarcation se dégonflait. »

« Vous êtes en territoire britannique, nous ne pouvons rien faire »

À ce moment-là, Mubin Hussein, un garçon irakien de 16 ans qui était à bord avec sa mère et ses deux sœurs, a passé des appels téléphoniques désespérés pour demander de l'aide. « Nous avons ensuite appelé la police française et ils nous ont dit d'indiquer un emplacement en direct. Nous leur

avons donc envoyé la géolocalisation, mais ils ont dit "vous êtes en territoire britannique, nous ne pouvons rien faire", assure Mohammed Ibrahimzadeh. Nous avons ensuite appelé les Britanniques, mais ils ont dit "Non, appelez les Français". »

Après les appels, le bateau a perdu la majeure partie de son air et a cessé de bouger. « C'est à ce moment-là que les gens ont commencé à tomber dans l'eau. Donc, pour les sauver, nous nous sommes tenus par la main, nous tous, les 35. Cela a continué pendant quelques heures, jusqu'à ce qu'il fasse jour. Le soleil s'est levé, mais nous ne pouvions plus tenir. Les gens ont juste arrêté de se tenir la main et ils sont tous tombés à l'eau. Ils sont morts », raconte le survivant.

Alexandre COSTE

Immigration illégale, les effectifs doublés

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a annoncé lundi le « doublement » des effectifs de policiers et gendarmes chargés de lutter contre l'immigration clandestine. Le nouvel « office de lutte contre les passeurs » compte actuellement 123 fonctionnaires, soit quelque 250 agents qui devraient y travailler à l'avenir. Le ministre a aussi annoncé la création de sept antennes régionales pour tenter de démanteler les réseaux transmanche. Cette décision a été entérinée lundi matin lors d'un Conseil de défense de sécurité intérieure, présidé par Emmanuel Macron, et consacré à la crise migratoire après la mort mercredi dernier d'au moins 27 migrants lors d'un naufrage au large de Calais. La France souhaite un accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur l'immigration illégale dans la Manche. Le Premier ministre Jean Castex écrit à Boris Johnson ce mardi pour lui en faire la proposition. « Il n'y aura pas de remise en cause » des accords du Touquet sur la frontière franco-britannique, a cependant insisté Gérald Darmanin lundi.

EN BREF

IRAN Reprise des négociations sur le nucléaire

Après cinq mois de pause, les négociateurs sur le nucléaire iranien se sont retrouvés lundi à Vienne, avec une délégation iranienne « déterminée » à aboutir, même si les analystes sont peu optimistes sur les chances de ressusciter rapidement l'accord international de 2015. Les différentes parties s'étaient quittées en juin sur une note positive, mais l'arrivée au pouvoir en Iran du président ultraconservateur Ebrahim Raïssi a changé la donne. Pendant des mois, la nouvelle équipe dirigeante a ignoré l'appel des Occidentaux à revenir autour de la table, tout en poursuivant la montée en puissance du programme nucléaire.

AFGHANISTAN À Kaboul, l'ONU distribue de l'argent à 3 000 familles démunies

Le désespoir est palpable lundi à Kaboul parmi les centaines de personnes venues recevoir 7 000 afghans (66 euros) distribués par le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies aux plus démunies. Depuis la prise de pouvoir par les talibans, l'économie afghane, qui dépendait fortement des subventions internationales, s'effondre. L'ONU a averti que 23 millions d'Afghans, sur une population de 38 millions, seraient cet hiver menacés par la famine.

PROCHE-ORIENT

L'occupation israélienne a fragilisé l'économie palestinienne

L'occupation imposée par Israël en Palestine a fragilisé l'économie de la Cisjordanie. Selon l'ONU, cela a coûté près de 58 milliards de dollars (51,3 milliards d'euros) en vingt ans.

Sur près d'une vingtaine d'années, les mesures restrictives imposées par l'occupation israélienne en Cisjordanie représentent un manque à gagner de près de 58 milliards de dollars (51,3 milliards d'euros) pour l'économie palestinienne. C'est la conclusion d'un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), publié en fin de semaine dernière, et repéré par *Le Monde*.

Dépendance aux emplois en Israël

Selon les développements de l'étude, l'économie palestinienne n'a jamais pu se remettre de la contraction de son PIB subie pendant la seconde Intifada (2000-2005).

Autre fait mis en lumière, les « deux décennies de croissance sans emploi » que la Cisjor-



Un Palestinien trie des déchets afin de les revendre en Israël. Photo AFP

danie a vécu, avec un taux de chômage restant aux alentours de 18 %. Actuellement 125 000 Palestiniens travaillent en Israël et dans les colonies juives de Cisjordanie. Les emplois de ces derniers sont cruciaux pour l'économie de la Palestine : ces travailleurs gagnent au moins le smic israélien soit 5 300 shekels (1 485 euros) Ce qui correspond à plus du triple du salaire minimum instauré dans le territoire géré par l'Autorité palestinienne. Avec la contrepartie

d'une plus grande dépendance de l'économie palestinienne vis-à-vis des Israéliens.

Pour rattraper ce retard économique, la Cnuced recommande un accès libre des Palestiniens à la zone C, les 60 % de la Cisjordanie demeurés sous contrôle civil et militaire israéliens, un territoire sous-peuplé, mais riche en ressources naturelles. L'organisme prône aussi le rétablissement d'une continuité territoriale entre les différents espaces palestiniens.

TCHAD

Amnistie générale pour rebelles et opposants

La junte militaire au pouvoir au Tchad a décrété lundi une amnistie générale pour les rebelles et opposants condamnés notamment pour délits d'opinion, terrorisme ou atteinte à l'intégrité de l'État.

Cette mesure concerne 296 condamnés - détenus ou non - et répond à l'une des exigences des principaux groupes rebelles pour venir à la table des négociations à l'invitation du président Mahamat Idriss Déby Itno, le jeune général qui a pris la tête du Conseil militaire de Transition (CMT) au lendemain de la mort de son père Idriss Déby Itno, le chef de l'État tué en avril 2021 dans des combats contre des rebelles.

L'annonce concerne 39 personnes condamnées pour des faits d'atteinte à l'intégrité de l'État et de délits d'opinion et 257 membres des groupes armés, détenus et jugés après une offensive de l'Union des forces de la résistance (UFR) en 2019, qui visait à renverser le président Déby.

Une amnistie nécessaire à la désescalade

Le Tchad, dirigé d'une main de fer pendant plus de 30 ans par



Mahamat Idriss Déby, l'homme fort du Tchad. Photo AFP/Djimet WICHE

Idriss Déby à l'issue d'un coup d'État, est fréquemment secouru par des offensives rebelles depuis la Libye et le Soudan voisins, dont certaines sont arrivées aux portes de la capitale N'Djamena.

Les principaux groupes rebelles tchadiens se sont dits début novembre disposés à participer au dialogue national « sous certaines conditions », dont l'amnistie générale.

Mahamat Idriss Déby avait multiplié les signes d'ouverture aux groupes armés quand il a pris le pouvoir, pour les faire participer à un dialogue national censé réconcilier les Tchadiens avant des élections « libres et transparentes » promises dans un délai de 18 mois renouvelable une fois.